

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 B 03698

Numéro SIREN : 482 755 741

Nom ou dénomination : ELLISPHERE

Ce dépôt a été enregistré le 24/09/2018 sous le numéro de dépôt 92207

ELLISPHERE

Société par actions simplifiée au capital de 2 500 002 Euros
Siège social : Nanterre (92000) – 55, Place Nelson Mandela
RCS Nanterre 482 755 741
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 6 AVRIL 2018**

Le six avril deux mille dix – huit, à 9h30,

La société HELLE BIDCO, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 55 place Nelson Mandela – 92000 Nanterre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 827 836 750, représentée par Madame Valérie ATTIA en qualité de Présidente,

Agissant en qualité d'Associé unique de la Société,

Déclare avoir pris connaissance des documents suivants :

- Les Statuts de la Société ;
- Le texte des décisions ;
- Le rapport du Président de la Société ;
- Les rapports du Commissaire aux comptes de la Société ;
- Les termes et conditions du projet de création du FCPE ELLISPHERE (tel que ce terme est défini ci-après),
- Les termes et conditions du Protocole de Liquidité (tel que ce terme est défini ci-après).

A pris les décisions se rapportant à l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Présentation du rapport du Président de la Société ;
- Présentation des rapports du Commissaire aux comptes de la Société ;
- Autorisation de la création du FCPE ELLISPHERE ;
- Approbation et autorisation d'un protocole de liquidité devant être conclu entre la société et EQUALIS CAPITAL FRANCE (517 705 679 R.C.S. Paris) en qualité de société de gestion (le "Protocole de Liquidité") ;
- Délégation de compétence consentie au Président de la Société en vue d'augmenter en numéraire le capital social de la Société par émission d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription au profit du FCPE ELLISPHERE ;
- Autorisation consentie au Président de la Société en vue de l'achat par la Société de tout ou partie de ses actions détenues par le FCPE ELLISPHERE, dans la limite de 10 % du capital social, conformément aux dispositions de l'article L.3332-17, alinéa 5 du Code du travail ;

- Autorisation consentie au Président de la Société à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions en vertu des autorisations de rachat dans la limite de 10 % du capital social de la Société ;
- Autorisation à conférer au Président de la Société aux fins de procéder à une augmentation du capital réservée aux salariés de la Société dans les conditions prévues par le Code du travail en application de l'article L.225-129-6 premier alinéa du Code de commerce relatif à l'épargne salariale ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

La société KPMG SA, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement informée, est absente et excusée.

PREMIERE DECISION

Autorisation de la création du FCPE ELLISPHERE

L'Associé unique, connaissance prise (i) du rapport du Président de la Société, et (ii) des termes et conditions du projet de création du FCPE ELLISPHERE, fonds commun de placement d'entreprise, représenté par sa société de gestion EQUALIS CAPITAL FRANCE, société par actions simplifiée au capital de 233 030 euros, dont le siège social est situé 68 avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, dont le numéro unique d'identification est le 517 705 679 R.C.S. Paris (ci-après le "FCPE ELLISPHERE"), dont la souscription au capital serait réservée aux salariés de la société suivante : ELLISPHERE

autorise, en tant que de besoin, la création du FCPE ELLISPHERE.

DEUXIEME DECISION

Approbation et autorisation du Protocole de Liquidité

L'Associé unique, connaissance prise (i) du rapport du Président de la Société, et (ii) des termes et conditions du Protocole de Liquidité :

- (i) approuve en toutes ses dispositions le Protocole de Liquidité, et
- (ii) décide en conséquence, de donner pouvoir en tant que de besoin, au Président de la Société, avec faculté de délégation, en tout ou partie, à toute personne de son choix, aux fins de négocier, modifier, approuver, signer et exécuter le Protocole de Liquidité et tout document ou accord devant être conclu en application ou en relation avec le Protocole de Liquidité, certifier et remettre tout document relatif à la société, faire toutes déclarations, et prendre tous engagements y relatifs et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire pour parvenir à la conclusion du Protocole de Liquidité et à l'exécution des obligations qui y sont stipulées.

TROISIEME DECISION

Délégation de compétence consentie au Président de la Société en vue d'augmenter en numéraire le capital social de la Société par émission d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président de la Société et du rapport spécial du Commissaire aux comptes de la Société,

après avoir constaté que le capital est entièrement libéré, et sous réserve de l'approbation de la décision ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription au profit du FCPE ELLISPHERE et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et L.225-129-2 du Code de commerce,

- (i) délègue au Président de la Société, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence pour décider, avec suppression du droit préférentiel de souscription des Associés de la Société, une ou plusieurs augmentations de capital, par l'émission d'actions dont la souscription pourra être libérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
- (ii) décide que le montant total nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un plafond de un million d'euros (1.000.000 €) ;
- (iii) décide que le prix d'émission des actions qui pourront être émises en vertu de la présente décision sera fixé par le Président de la Société sur la base du rapport de l'expert indépendant le cabinet AEQUIFI en cours d'élaboration ; étant précisé que le Président pourra décider que le prix de souscription des actions qui pourraient être émises en vertu de la présente délégation pourrait faire l'objet d'une décote d'un montant maximal de 20 % ;
- (iv) décide que la présente délégation sera valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date des présentes ;
- (v) donne, notamment et sans que cette énumération soit limitative, tous pouvoirs au Président de la Société à l'effet de :
 - (a) fixer les conditions d'émission, notamment les dates, délais et modalités d'émission ;
 - (b) déterminer le nombre d'actions à émettre et les modalités de leur libération, et notamment, fixer le prix d'émission des actions sur la base du rapport de l'expert indépendant le cabinet AEQUIFI en cours d'élaboration, et,
 - (c) généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords et effectuer toutes formalités pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater les réalisations des augmentations de capital qui en résulteront et modifier corrélativement les statuts.

QUATRIEME DECISION

Suppression du droit préférentiel au profit du FCPE ELLISPHERE

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président de la Société et du rapport du Commissaire aux comptes de la Société sur la suppression du droit préférentiel de souscription,

5

décide, conformément aux dispositions des articles L.225-135 et L.225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des Associés de la Société et d'attribuer le droit de souscription à hauteur d'un nombre maximum de 12.953 actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la délégation de compétence consentie au Président de la Société aux termes de la décision précédente, au profit du FCPE ELLISPHERE.

CINQUIEME DECISION

Autorisation consentie au Président de la Société en vue de l'achat par la Société de tout ou partie de ses actions détenues par le FCPE ELLISPHERE

L'Associé unique, connaissance prise du rapport du Président de la Société, sous réserve de l'approbation des première à quatrième décisions, et conformément aux dispositions de l'article L.3332-17 alinéa 5 du Code de travail,

- (i) autorise la Société à acquérir, en une ou plusieurs fois, tout ou partie de ses actions qui seront détenues par le FCPE ELLISPHERE, dans la limite toutefois de dix pour cent (10%) du montant de son capital social (étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la date des présentes), et ce, afin de permettre à la société de gestion d'honorer en temps utile les demandes de rachat en instance émanant des porteurs de parts du FCPE ELLISPHERE, conformément au Protocole de Liquidité ;
- (ii) décide que l'acquisition des actions détenues par le FCPE ELLISPHERE au capital de la Société se fera à la dernière valeur communiquée par la Société à la société de gestion du FCP ELLISPHERE, et déterminée selon la méthode d'évaluation des actions définie par l'expert indépendant, le cabinet AEQUIFI, conformément aux dispositions des articles R. 3332-22 et suivant du Code du travail ;
- (iii) donne tous pouvoirs au Président de la Société aux fins de représenter la Société lors des opérations d'acquisition décrites ci-avant et, aux effets ci-dessus, faire toutes déclarations concernant la Société, signer tous actes et pièces dans le respect des conditions et selon les modalités définies aux termes du Protocole de Liquidité, substituer si besoin est et, plus généralement, faire le nécessaire ;
- (iv) fixe à dix-huit (18) mois, à compter de la date des présentes, la durée de validité de la présente délégation.

SIXIEME DECISION

Autorisation consentie au Président de la Société à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions

L'Associé unique, connaissance prise du rapport du Président de la Société, sous réserve de l'approbation des première à cinquième décisions, et conformément aux dispositions de l'article L. 3332-17 alinéa 5 du Code de travail,

autorise le Président de la Société, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi :

- (i) à annuler, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, tout ou partie des actions acquises par la Société dans le cadre de l'autorisation de rachat par la Société de ses propres actions faisant l'objet de la cinquième décision ou d'autorisations ultérieures ou qu'elle viendrait à détenir par tout autre moyen conformément aux dispositions légales applicables, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter des présentes, cette limite s'appliquant à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la date des présentes ;
- (ii) à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des actions annulées et leur valeur nominale sur les comptes de primes ou de réserves disponibles (y compris la réserve légale) de son choix.

La présente autorisation est donnée au Président de la Société, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date des présentes, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les actions, de rendre définitive(s) la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation, de procéder à la modification corrélative des statuts et, généralement, de faire le nécessaire.

SEPTIEME DECISION

Autorisation à conférer au Président aux fins de procéder à une augmentation du capital réservée aux salariés de la société dans les conditions prévues par le Code du travail en application de l'article L.225-129-6 premier alinéa du Code de commerce relatif à l'épargne salariale

L'Associé unique prend acte qu'en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 premier alinéa du Code de commerce, l'assemblée générale des associés doit, lors de toute décision d'augmentation de capital par apport en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de la société et effectuée dans les conditions prévues au Code du travail.

Dans le cadre d'une délégation de compétence valable pour une durée de 18 mois à compter de la décision, le Président aurait tous pouvoirs pour :

- Déterminer le prix de souscription des actions nouvelles en divisant par le nombre de titres existants le montant de l'actif net réévalué d'après le bilan le plus récent,
- Fixer les diverses conditions requises pour pouvoir bénéficier de l'offre de souscription, en particulier les conditions d'ancienneté des salariés et les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits, ainsi que les autres modalités de réalisation de l'augmentation de capital,
- Accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive(s) l'augmentation ou les augmentations de capital à réaliser en exécution de la décision,
- Modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président de la Société, décide de rejeter le projet de décision qui lui a été soumis relatif à une augmentation de capital réservée aux salariés de la société dans les conditions prévues par le Code du travail en application de l'article L.225-129-6 premier alinéa du Code de commerce relatif à l'épargne salariale.

HUITIEME DECISION

Pouvoirs

L'Associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé après lecture, par l'Associé unique et le Président de la Société.

L'Associé unique

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized, overlapping loops and a long horizontal stroke at the end.

ELLISPHERE
Société par actions simplifiée
Au capital de 2 .500.002 euros
Siège social : 55 Place Nelson Mandela 92000 NANTERRE
482 755 741 R.C.S. NANTERRE

Demande au SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
NANTERRE 3
Le 30/08 2018 Dossier 2018 45710 référence 2018 A 08540
Enregistrement : 500 € Pénalités : 50 €
Total liquidé : Cinq cent cinquante Euros
Montant reçu : Cinq cent cinquante Euros
L'Agent administratif des finances publiques

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 27 JUILLET 2018**

Madame Valérie ATTIA, agissant en qualité de représentante de la société HEL
elle-même Président de la société ELLISPHERE, SAS au capital de 2 500 002 € ayant son
siège social 55, place Nelson Mandela 92000 Nanterre immatriculée au RCS de Nanterre
sous le numéro 482 755 741, a pris les décisions suivantes portant :

- Constatation de la réalisation d'une augmentation de capital réservée au FCPE
ELLISPHERE,
- Modification corrélatrice des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président rappelle les éléments suivants :

- Qu'il agit sur délégation de l'Associé unique en date du 6 avril 2018,
- Qu'aux termes d'une décision en date du 24 juillet 2018, le Président a décidé d'une
augmentation de capital d'un montant de douze mille six cent soixante-douze (12 672)
euros, réservée au FCPE ELLISPHERE par l'émission de 4224 actions nouvelles de 3
euros de nominal chacune émise avec une prime d'émission de 58,76 € par action ;
- Que la période de souscription est fixée du 24 juillet 2018 au 30 juillet 2018 inclus.

PREMIERE DECISION
(Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire)

Le Président, après avoir pris connaissance :

- du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

- du bulletin de souscription constatant la souscription de 4224 actions nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital à concurrence de :

FCPE ELLISPHERE	4224	Actions ordinaires
TOTAL	4224	Actions ordinaires

- du certificat de dépositaire des fonds en date du 27 juillet 2018 émis par la banque Société Générale attestant que l'intégralité de l'augmentation de capital susvisée, prime d'émission incluse, a bien été libérée en numéraire,

constate la souscription de la totalité des quatre mille deux cent vingt - quatre (4224) actions émises par la Société et qu'il en résulte que l'augmentation de capital décidée par le Président en date du 24 juillet 2018 d'un montant de 12 672 euros est intégralement souscrite par le FCPE ELLISPHERE .

En conséquence, le Président constate que les actions nouvelles émises souscrites par le FCPE ELLISPHERE ont été intégralement libérées , que la période de souscription s'est ainsi trouvée close par anticipation et que l'augmentation de capital décidée par le Président en date du 24 juillet 2018 d'un montant de 12 672 euros est devenue définitive à la date du certificat du dépositaire.

DEUXIEME DECISION

(Modification des articles 6 et 7 des statuts de la Société)

Le Président décide en conséquence de l'augmentation de capital visée à la première décision, que les articles 6 et 7 des statuts de la Société sont désormais rédigés comme suit, un paragraphe devant être ajouté à la fin de l'article 6 (Apports – libération des actions).

Article 6 – Apports – libération des actions

Le début de l'article 6 demeure inchangé.

Puis il est inséré le paragraphe suivant :

« Par décision en date du 27 juillet 2018, sur délégation de compétence de l'Associé unique, le Président a décidé de procéder à une augmentation du capital social d'un montant nominal de douze mille six cent soixante-douze euros (12 672 €) , accompagnée d'une prime d'émission d'un montant total de deux cent quarante –huit mille deux cent deux euros et vingt-quatre centimes (248 202,24 €) portant le capital social de la Société de deux millions cinq cent mille et deux euros (2 500 002 €) à deux millions cinq cent douze mille six cent soixante - quatorze euros (2 512 674 €) , par voie d'émission de 4224 actions nouvelles de 3 € de valeur nominale chacune , libéré intégralement par versement en numéraire lors de la souscription ».

Article 7 – Capital social

L'article 7 – Capital social est modifié comme suit :

« Le capital social s'élève à la somme de deux millions cinq cent douze mille six cent soixante - quatorze euros (2 512 674 €), divisé en huit cent trente - sept mille cinq cent cinquante- huit (837 558) actions de TROIS euros (3 €) de valeur nominale chacune, libérées en totalité, toutes de même catégorie ».

TROISIEME DECISION
(Pouvoir pour les formalités)

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir tous dépôts, publications, déclarations et formalités où besoin sera.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président.

Le Président
Pour la société HELLE BIDCO
Madame Valérie ATTIA



ELLISPHERE
Société par actions simplifiée
Au capital de 2 .500.002 euros
Siège social : 55 Place Nelson Mandela 92000 NANTERRE
482 755 741 R.C.S. NANTERRE

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 24 JUILLET 2018**

Madame Valérie ATTIA, agissant en qualité de représentante de la société HELLE BIDCO, elle-même Président de la société ELLISPHERE, SAS au capital de 2 500 002 € ayant son siège social 55, place Nelson Mandela 92000 Nanterre immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 482 755 741, a pris les décisions suivantes portant :

- Sur autorisation de l'associée unique de la Société en date du 6 avril 2018 d'une augmentation de capital réservée au FCPE ELLISPHERE : Augmentation du capital d'un montant de sept cent mille (700 000) euros.

Le Président rappelle que dans le contexte de l'opération d'actionnariat salarié de la société ELLISPHERE et conformément aux dispositions des articles L.225-29 et L.225-129-2 et suivants du code de commerce, l'Associé unique, la société HELLE BIDCO a par décisions du 6 avril 2018:

- autorisé la création du FCPE ELLISPHERE ;
- approuvé et autorisé le Protocole de Liquidité (tel que défini dans les décisions du 6 avril 2018 susvisées) et donné pouvoir au Président aux fins de négocier, modifier, approuver, signer et exécuter le Protocole de Liquidité ;
- délégué sa compétence, pour une durée de dix-huit (18) mois, au Président de la Société, conformément aux articles L.225-129 et suivants du code de commerce, aux fins augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de un million (1 000 000) d'euros par l'émission d'actions nouvelles dont la souscription

pourra être libérée en numéraire ou par compensation de créances et réservé cette augmentation au FCPE ELLISPHERE mis en place ;

- supprimé le droit préférentiel de souscription au profit du FCPE ELLISPHERE à hauteur d'un nombre maximum de 12 953 actions nouvelles à émettre ;
- décidé que le prix d'émission des actions émises en application de cette délégation sera fixé par le Président sur la base du rapport de l'expert, le cabinet AEQUIFI, le Président étant autorisé à appliquer sur ce prix une décote d'un montant maximal de 20%.

Le Président rappelle qu'au titre des décisions en date du 6 avril 2018 visée ci-dessus, l'Associée unique a délégué au Président tous pouvoirs à l'effet de réaliser les augmentations de capital susvisées et notamment:

- (a) Fixer les conditions d'émission, notamment les dates, délais et modalités d'émission ;
- (b) Déterminer le nombre d'actions à émettre et les modalités de leur libération, et notamment, fixer le prix d'émission des actions sur la base du rapport de l'expert indépendant le cabinet AEQUIFI et,
- (c) Généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords et effectuer toutes formalités pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater les réalisations des augmentations de capital qui en résulteront et modifier corrélativement les statuts de la Société.

Le Président indique que :

- le FCPE ELLISPHERE a été créé et agréé par l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 8 juin 2018 (numéro d'agrément : FCE20180086) ;
- le Protocole de Liquidité a été signé le 6 avril 2018 ;
- le montant total nominal des augmentations de capital a été fixé par l'Associé unique à un plafond de un million d'euros (1 000 000 €) ;
- le prix d'émission des actions fixé par l'expert indépendant AEQUIFI s'élève à la somme de soixante -dix-sept euros et vingt centimes (77,20 €) par action ;
- qu'une décote de vingt pour cent (20 %) est appliquée sur ce prix. Le prix des actions qui seront émises en 2018 sera d'un montant de soixante-et-un euros et soixante-seize centimes (61,76 €) par action.

En conséquence, le Président prend la décision suivante :

DECISION UNIQUE

Usant de l'autorisation accordée l'Associée unique en date du 6 avril 2018, le Président décide une émission de 4 224 actions nouvelles de 3 euros de nominal chacune émises avec une prime d'émission représentant une augmentation de capital de douze mille six cent soixante-douze (12 672) euros réservée au FCPE ELLISPHERE.

Ces actions seront émises au prix global unitaire de 61,76 €, prix déterminé sous le contrôle du Commissaire aux comptes conformément à l'article R.225-116 du code de commerce, incluant une prime d'émission de 58,76 € par action.

Les actions nouvelles immédiatement émises seront soumises à toutes les stipulations statutaires. Elles seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital. Elles ouvriront en conséquence droit à toute distribution décidée à compter de leur émission.

La période de souscription est fixée du 24 juillet 2018 au 30 juillet 2018 inclus et les souscriptions seront reçues au siège social de la Société à partir de ce jour.

Le délai de souscription se trouvera clos par anticipation dès que tous les droits de souscription réservés au FCPE ELLISPHERE auront été exercés ou dès que l'augmentation de capital aura été entièrement souscrite.

Les fonds provenant des souscriptions seront à libérer intégralement par versement de la somme correspondante sur le compte ouvert au nom de la Société auprès de la Banque Société Générale, dépositaire des fonds.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président.

Le Président

Pour la société HELLE BIDCO

Madame Valérie ATTIA



Ellisphere SAS
Société par actions simplifiée
Au capital de 2.512.674 euros
Siège social : 55, place Nelson Mandela
92000 Nanterre
482 755 741 RCS NANTERRE
(la « Société »)

STATUTS

*Mis à jour à l'issue des décisions du Président en date du
27 Juillet 2018*

CERTIFIES CONFORMES PAR LE PRESIDENT



TITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} - Forme

ELLISPHERE (ci-après désignée la « **Société** ») a été constituée sous la forme d'une société anonyme à conseil d'administration par acte sous seing privé en date du 06 juin 2005 et a été immatriculée le 09 juin 2005 au Registre du Commerce et des Sociétés.

Elle a été transformée en Société par actions simplifiée suivant décision unanime des actionnaires réunis en Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 juin 2017.

La Société est régie par les dispositions légales applicables à sa forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts (ci-après désignés les « **Statuts** »).

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Il est interdit à la Société de procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission de ses titres aux négociations sur un marché réglementé.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- la fourniture d'informations économiques et financières sur les entreprises, associations, collectivités territoriales et toutes entités économiques, notamment par abonnements, les

systemes d'aide à la décision à destination des entreprises pour la gestion, le développement et la surveillance de leurs relations d'affaires,

- les systèmes de scoring, les études de marchés, les enquêtes de toute nature, l'édition, l'exploitation et la diffusion de tous fichiers, les travaux d'informatique et de promotion commerciale,
- l'activité d'intermédiation en assurance à titre accessoire,
- et, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières ; toutes opérations quelconques, soit pour le compte de tiers, soit pour son propre compte, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter le développement,
- et ce, par tout moyen, notamment par voie de création de sociétés ou d'apports à des sociétés déjà existantes, de prises de participations, de fusion, d'associations, de groupements d'intérêt économique ou sous toutes autres formes.

Article 3 - Dénomination

La dénomination sociale est **Ellisphere**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales « S.A.S » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à : **55, Place Nelson Mandela – 92000 Nanterre**.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe par une simple décision du Président et en tout autre lieu, par décision de l'associé unique ou des associés selon le cas.

Article 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) ans** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée conformément aux statuts.

TITRE II CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 - Apports — Libération des actions

Lors de la constitution de la Société, les actionnaires ont apporté une somme en numéraire de trente-huit mille cent vingt-cinq (38 125) Euros correspondant à deux mille cinq cents (2500) actions de quinze euros et vingt-cinq centimes (15.25) chacune souscrites en totalité et libérées en totalité ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire.

Suite aux décisions de l'assemblée générale mixte statuant en matière extraordinaire en date du 15 mai 2008, la COMPAGNIE FRANCAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR

(COFACE), a fait apport en nature de sa participation dans la société KOMPASS INTERNATIONAL NEUENSCHWANDER SA (« KI ») pour un montant de 13.670.282,90 euros, moyennant l'attribution à son profit de 764.755 actions nouvelles de 3 euros chacune de valeur nominale.

Par décision en date du 27 juillet 2018, sur délégation de compétence de l'Associé unique, le Président a décidé de procéder à une augmentation du capital social d'un montant de douze mille six cent soixante-douze euros -12 672 €), accompagnée d'une prime d'émission d'un montant total de deux cent quarante-huit mille deux cent deux euros et vingt-quatre centimes (248 202,24 €), portant le capital social de la Société de deux millions cinq cent mille et deux euros (2 500 002 €) à deux millions cinq cent douze mille six cent soixante-quatorze euros (2 512 674 €), par voie d'émission de 4224 actions nouvelles de 3 € de valeur nominale chacune , libéré intégralement par versement en numéraire lors de la souscription.

Article 7 — Capital social

Le capital social s'élève à la somme de deux millions cinq cent douze mille six cent soixante-quatorze euros (2 512 674 €) , divisé en huit cent trente-sept mille cinq cent cinquante-huit (837 558) actions de TROIS euros (3 €) de valeur nominale chacune, libérées en totalité, toutes de même catégorie.

Article 8 - Forme des actions

Les actions ont obligatoirement la forme nominative.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Article 9 - Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, par décision unilatérale de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les formes et conditions déterminées au titre "DECISIONS COLLECTIVES" des présents statuts.

En cas de pluralité d'associés, la décision collective d'augmentation du capital en numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances peut supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Après avoir décidé d'une modification du capital social de la Société (par augmentation, amortissement ou réduction), l'associé unique ou les associés selon le cas, peu(ven)t déléguer au Président dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser la modification du capital social.

Article 10 - Droits et obligations attachés à chaque action

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant de son apport.

A l'égard de la société, les actions sont indivisibles. Les propriétaires indivis d'une action, à quelque titre que ce soit, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne désignée d'accord entre eux, ou à défaut en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit, adhésion aux Statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 11 - Cession et transmission des actions

Les actions sont librement négociables.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est transcrit sur un registre paraphé et coté dit "Registre de Mouvements".

Les actions sont librement cessibles que ce soit entre actionnaires ou au profit d'un tiers.

TITRE III — DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 12 – Président

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Le Président personne morale est représenté par l'un de ses dirigeants sociaux. Le ou les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Le Président est nommé par l'associé unique ou par décision collective ordinaire des associés selon le cas pour la durée qu'il fixera ou qu'ils fixeront selon le cas.

Le Président sortant est rééligible.

Les fonctions du Président prennent fin, notamment, par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination, par démission, ou encore par révocation.

Le Président est révocable à tout moment, ad nutum, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés le cas échéant, statuant à la majorité simple (moitié des actions plus une), et sans que le Président puisse prétendre à aucune indemnité.

La cessation, pour quelque cause que ce soit et sous quelque forme que ce soit, des fonctions du Président, ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité quelle qu'elle soit, sous réserve des dispositions légales applicables.

Il appartient aux associés de décider par décision collective si les fonctions de Président donnent lieu à rémunération et, le cas échéant, d'en fixer le montant.

Article 13 – Statut et Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions conférées par la loi et les Statuts à l'associé unique ou aux décisions collectives des associés selon le cas.

Dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les décisions ou actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers avait connaissance du fait que les décisions ou actes dépassaient cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des Statuts ne suffit pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer, à toute personne de son choix, une partie de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les Statuts, sous réserve du respect des présents Statuts.

Article 14 – Modalités d'exercice des droits des délégués du comité d'entreprise

Conformément aux dispositions de l'article 2323-66 du code du travail, le Président est l'organe social auprès duquel les représentants du comité d'entreprise, lorsqu'un tel comité existe, exercent les droits qui leur sont attribués par la loi et les règlements.

A cet effet, le Président reçoit une fois par an les représentants du comité d'entreprise.

Cette réunion aura notamment pour objet la présentation des comptes, des orientations stratégiques et du budget.

En cas de pluralité d'associés, lorsque les décisions collectives sont prises en assemblée générale, deux membres du comité d'entreprise, désignés conformément aux dispositions de l'article L 2323-67 du code du travail, participent à ces assemblées générales.

Ils peuvent être entendus, à leur demande, lors de toutes délibérations requérant l'unanimité des associés.

En cas de pluralité d'associés et lorsque les décisions collectives sont prises par consultation écrite, les deux membres du comité d'entreprise, désignés conformément aux dispositions de l'article L 2323-67 du code du travail, reçoivent les mêmes informations que celles transmises aux associés et ce dans les mêmes délais.

En cas de pluralité d'associés et lorsque les décisions collectives sont prises par actes signés par tous les associés, les deux membres du comité d'entreprise, désignés conformément aux dispositions de l'article L 2323-67 du code du travail, sont préalablement informés de cette procédure. Ils peuvent

ainsi participer et être entendu à leur demande lors de la réunion de l'ensemble des associés, si une telle réunion est organisée.

En cas d'associé unique, les droits du comité d'entreprise définis par L 2323-67 du code du travail sont exercés auprès de l'associé unique, pris en la personne de son représentant légal. Les deux membres du comité d'entreprise pourront demander à être entendu par l'associé unique lorsque ce dernier est appelé à statuer sur une décision requérant de par l'effet de la loi et/ou des présents statuts le respect d'un principe d'unanimité.

Le comité d'entreprise peut solliciter l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des réunions ou procédures d'adoption des décisions collectives. La demande éventuelle d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale présentées par le comité d'entreprise est adressée par tous moyens écrits ou électronique au Président à l'adresse du siège social par un des membres du comité d'entreprise mandaté à cet effet. La demande est accompagnée du texte des projets de résolutions et est assortie d'un bref exposé des motifs.

Le Président accuse réception de la demande dans un délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

Article 15 – Directeur Général

L'associé unique ou la collectivité des associés selon le cas, peut adjoindre au Président et nommer, un ou plusieurs directeurs généraux engageant la Société à l'égard des tiers.

Les directeurs généraux assistent le Président et assument la direction générale de la société. Ils sont, en application des présents statuts, investis des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président.

Toute limitation de ces pouvoirs n'est toutefois pas opposable aux tiers.

Il appartient aux associés de décider par décision collective si les fonctions de Directeur Général donnent lieu à rémunération et, le cas échéant, d'en fixer le montant.

Les fonctions des directeurs généraux prennent fin, notamment, par l'arrivée du terme prévu lors de leur nomination, par démission, par révocation ou encore lors de la cessation du mandat du Président, pour quelque motif que ce soit.

La démission du Directeur Général n'est recevable que si elle est adressée à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception ou encore par tout autre moyen de communication à condition qu'il en soit accusé réception. Elle ne produit ses effets qu'à l'expiration d'un délai de préavis de trois mois.

Lorsque le Président cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Les directeurs généraux peuvent être révoqués à tout moment, ad nutum, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés le cas échéant, statuant à la majorité simple (moitié des actions plus une), et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 16 – Décisions des associés

16.1 Compétence

Les associés statuant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination et révocation du Président. Fixation des éventuelles limitations de ses pouvoirs.
- Fixation, le cas échéant, de la rémunération du Président.
- Le cas échéant, adoption des autorisations préalables à conférer au Président et/ou au Directeur Général conformément à leurs limitations de pouvoirs.
- Nomination et révocation du ou des Directeurs Généraux. Fixation des éventuelles limitations de leurs pouvoirs.
- Fixation, le cas échéant, de la rémunération du ou des Directeurs Généraux.
- Nomination ou renouvellement des commissaires aux comptes.
- Approbation des comptes annuels, même en période de liquidation, des conventions réglementées, affectation des résultats et distribution de dividendes.
- Approbation des comptes définitifs de liquidation et décision de clôture de la liquidation.
- Modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement.
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif.
- Emission d'obligations, de valeurs mobilières, création, rachat, modification ou conversion d'actions de préférence.
- Emission d'options de souscription ou d'achat d'actions.
- Dissolution.
- Nomination et révocation du liquidateur en cas de dissolution, fixation de sa rémunération.
- Transformation en une société d'une autre forme.
- Difficulté d'interprétation quant à la répartition des compétences de chacun des organes de la société
- Et, plus généralement, toute décision qui entraîne une modification des dispositions des présents statuts autres que celles pouvant être décidées par le Président.

16.2 Majorité

Sont modifiées ou adoptées à l'unanimité des associés, les clauses et dispositions statutaires suivantes :

- Transfert du siège social à l'étranger.
- Augmentation des engagements des associés.
- Les décisions qui requièrent l'unanimité des associés conformément à l'article L.227-19 du Code de commerce.

Sous réserve des décisions visées ci-dessus, lesquelles décisions devront être adoptées à l'unanimité des associés, les autres décisions des associés seront prises à la majorité simple de ceux-ci.

16.3 Forme des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont prises, soit en assemblée générale, soit sous toute autre forme requise par le président de séance telle que la consultation écrite des associés (par tous moyens de communication écrite, télécopie et courrier électronique y compris) ou par voie de téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle) sur demande du Président ou de tout associé détenant au moins dix pour cent (10 %) du capital social et des droits de vote. Pour cette demande par un associé et en cas de démembrement de propriété, la demande ne pourra émaner que de la personne, usufruitière ou nu-propriétaire, titulaire effectif du droit de vote selon la nature des décisions figurant à l'ordre du jour.

Les décisions des associés peuvent également s'exprimer, à leur initiative, par un acte sous seing privé signé par tous les associés sans qu'il soit besoin d'une convocation par le Président.

Lorsque les associés sont réunis en assemblée générale, les convocations sont adressées par le Président par tous moyens écrits au plus tard, huit(8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

A défaut, toute assemblée peut être convoquée :

- par le commissaire aux comptes, ainsi que par un ou plusieurs associés réunissant au moins 10 % du capital, après avoir vainement requis sa convocation par le Président par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- par un mandataire désigné en justice à la demande du Comité d'entreprise en cas d'urgence ;
- par le liquidateur pendant la période de liquidation.

Le Commissaire aux comptes est convoqué aux assemblées générales d'associés.

Les convocations doivent préciser la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée. Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale des associés peut être valablement convoquée sans délai et le cas échéant, verbalement. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu figurant dans les avis de convocation.

Le comité d'entreprise représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, a la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

A cet effet, l'auteur de la convocation informe le comité d'entreprise, par tout moyen à sa convenance, de la date de réunion de toute assemblée générale et de son objet, vingt-cinq jours au moins avant l'assemblée réunie sur première convocation.

La demande du comité d'entreprise, accompagnée du texte des projets de résolutions et, éventuellement, d'un bref exposé des motifs, doit être envoyée au Président, au siège social, par lettre recommandée avec accusé de réception vingt jours au moins avant la date de l'assemblée.

Le Président préside les assemblées générales d'associés. A défaut, l'assemblée générale élit son président. La Société doit tenir un registre des présences pour chaque assemblée générale. L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les associés présents, représentés ou ayant votés par correspondance possèdent le cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant votés par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, l'assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives des associés, le cas échéant par mandataire, quel que soit le nombre d'actions de la Société qu'il possède. Chaque associé peut détenir un nombre illimité de procurations.

Tout associé peut également voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande. Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société trois jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée.

Les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme un vote négatif.

Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le Président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions proposées par le Président et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Le formulaire de vote par correspondance peut, le cas échéant, constituer un document unique avec la formule de procuration. Dans ce cas l'associé fait son choix en cochant les cases correspondantes.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

Toute décision collective des associés est constatée par un procès-verbal signé par le Président et, lorsqu'elle se rapporte à une décision pour laquelle l'unanimité des associés est exigée, par tous les associés. Il peut en être délivré des copies ou extraits qui font foi s'ils sont signés par le Président ou son mandataire. Ces procès-verbaux sont retranscrits sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions prévues par le Code de commerce.

En cas de décision résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte sous seing privé, cet acte doit mentionner les documents et informations préalablement communiqués aux associés. Il doit être signé par tous les associés et retranscrit sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions prévues par le Code de commerce. Une copie des décisions résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte sous seing privé sera adressée au Président et au commissaire aux comptes.

16.4 Associé unique

Au cas où la Société comporte un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés par les présents Statuts. Les décisions de l'associé unique sont constatées par un procès-verbal. Les procès-verbaux sont retranscrits sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions prévues par le Code de commerce.

La volonté de l'associé unique peut également s'exprimer, à son initiative, par un acte sous seing privé signé par lui sans qu'il soit besoin d'une convocation par le Président.

Copie des procès-verbaux des décisions de l'associé unique seront transmis au Président et au commissaire aux comptes.

TITRE IV — COMMISSAIRE AUX COMPTES – COMPTES SOCIAUX

Article 17 – Commissaire aux comptes

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective. Cette nomination est obligatoire lorsque la société se trouve dans l'une des différentes situations prévues par la loi et les règlements applicables.

Le contrôle de la Société est exercé par un Commissaire aux comptes exerçant ses fonctions conformément à la loi.

Le Commissaire aux comptes est nommé pour six (6) exercices. Ses fonctions expire après la réunion de l'assemblée des associés qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Article 18 – Exercice social

L'exercice social a une durée de douze (12) mois. Il commence le **1^{er} janvier** et se termine le **31 décembre** de chaque année.

Par exception, l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2017 a décidé que :

- l'exercice social en cours sera clôturé par anticipation au 30 juin 2017 et
- l'exercice social ouvert le 1^{er} juillet 2017 aura exceptionnellement une durée de six mois et sera clôturé au 31 décembre 2017.

Article 19 – Comptes Annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il établit le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément aux dispositions du Code de commerce. Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, statue chaque année sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par décision de justice.

L'ensemble de ces documents est communiqué au Commissaire aux comptes conformément aux lois et réglementations applicables.

Article 20 – Affectation des résultats

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent affecté à la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, le montant de la réserve légale est devenu inférieur au dixième du capital.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve conformément à la loi et aux Statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le bénéfice distribuable peut être mis en réserve, reporté à nouveau ou distribué en tout ou partie à l'associé unique (ou aux associés selon le cas) et, dans ce dernier cas, proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il(s) a (ont) la disposition.

Cependant, les dividendes seront prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Sauf en cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital effectivement souscrit à cette date, augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

TITRE V – DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

Article 21 – Dissolution anticipée

Hors les cas de dissolution prévus par la loi et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société interviendra à l'expiration du terme fixé par les Statuts ou à la suite d'une décision de l'associé unique ou des associés selon le cas.

La dissolution de la Société pourra également être prononcée par décision de justice à la demande de tout intéressé et dans les conditions prévues par la loi lorsque les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et des directeurs généraux. Le Commissaire aux comptes conserve son mandat si la décision de dissolution anticipée le prévoit.

Si la société ne comporte qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraînera la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique personne morale sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 22 – Liquidation

Hormis les cas de fusion, scission et dissolution sans liquidation dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, la dissolution de la Société entraînera sa liquidation conformément aux dispositions du Code de Commerce.

En cas de pluralité d'associés, la décision collective des associés règlera le mode de liquidation, nommera le liquidateur et fixera ses pouvoirs.

Les associés seront consultés en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat ainsi que pour constater la clôture de la liquidation

Article 23 – Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre l'associé unique ou les associés, selon le cas, et la Société, soit entre les associés

eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des Statuts ou, plus généralement, la conduite des affaires sociales, seront soumises exclusivement à la juridiction compétente du lieu du siège social.

TITRE VI – CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Article 24 – Constitution de la société

A la constitution de la société :

- ont été nommés administrateurs de la Société pour une durée de 3 ans, les personnes suivantes :
 - Coface SA représentée par Monsieur Alain Chouillet
 - Monsieur François David
 - Monsieur Jérôme Cazes
 - Monsieur François Meunier
- a été désigné comme commissaire aux comptes titulaire de la société pour une durée égale à six exercices :
 - RSM Salustro Reydel
 - 8 avenue Delcassé
 - 75008 Paris
- a été désigné comme commissaire aux comptes suppléant de la société pour la même durée que le titulaire :
 - Monsieur François Chevreux
 - 8 avenue Delcassé
 - 75008 Paris